

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 25/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 4 RIVIERES**

33 avenue de la Garenne  
76220 Gournay-En-Bray

Références : UDRD.2025.07.T.428

Code AIOT : 0005803714

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 4 RIVIERES implanté RTE DES ANDELYS PARC D'ACTIVITE DE LA GARENNE 76220 GOURNAY-EN-BRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Sollicitation de madame Binard concernant l'évacuation de 5 bennes de déchets en mélange.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 4 RIVIERES
- RTE DES ANDELYS PARC D'ACTIVITE DE LA GARENNE 76220 GOURNAY-EN-BRAY
- Code AIOT : 0005803714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIEOM exploite un quai de transfert des ordures ménagères et des déchets recyclables, classé sous les rubriques 2716 et 2714, sous le régime de l'autorisation, ainsi qu'une déchetterie, relevant de la rubrique 2710, sous le régime de la déclaration réglementés par les arrêtés préfectoraux des 26 février 2009 et 3 juillet 2024.

Les activités doivent s'exercer en conformité avec les dispositions des arrêtés préfectoraux précités, mais également aux arrêtés ministériels des 26 et 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710, ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 22/07/2025, article L.541-1, R.541-48-4, L.541-21-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le S.I.E.O.M. exploite un quai de transfert, ainsi qu'une déchetterie sur le territoire de la commune de Gournay en Bray et possède des bennes vides sur le terrain jouxtant la déchetterie. Il arrive que ces bennes soient mises à disposition de la commune en cas de nécessité.

L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'une opération de nettoyage d'un campement de gens du voyage a été menée par la ville de Gournay en Bray récemment.

Le S.I.E.O.M. a donc mis à disposition des bennes vides afin d'effectuer cette opération. A l'issue du nettoyage, cinq bennes de déchets en mélange ont été remplies et amenées sur le site mitoyen à la déchetterie. Une demande pour faire évacuer dans une installation de stockage de déchets non dangereux à titre dérogatoire les déchets en mélange a été déposée auprès de l'inspection.

L'inspection s'est donc rendue sur le site le 22 juillet 2025 afin de constater la nature des déchets, objets de cette sollicitation. Les déchets présents dans les bennes peuvent être valorisables s'ils sont triés: il s'agit notamment de bois, de plastiques, de ferraille, de béton, de briques et de pneus, ainsi que de la terre.

L'inspection rappelle l'obligation, aux producteurs de déchets, de trier les déchets afin de permettre une valorisation de ceux-ci, l'élimination est réservée pour les déchets ultimes, sans filières de traitement ou de valorisation.

Les terres excavées doivent faire l'objet d'une procédure de "levée de doute" avec analyse pour confirmer la non présence de polluants en vue d'adresser aux bons exutoires.

Aussi, l'inspection rappelle au SIEOM qui lui appartient de demander au producteur des déchets :

- de trier les déchets pour les envoyer vers les filières dûment autorisées, conformément à la hiérarchie des modes de traitement des déchets ;
- de réaliser des analyses sur les terres excavées présentes dans les bennes avant de les envoyer soit en installation de traitement, soit en installation de gestion de déchets inertes.

Un retour de l'exploitant sur ces questions est attendu sous 2 mois.

Enfin, une réflexion plus large doit être opérée pour éviter le renouvellement d'un événement similaire pouvant se traduire par la sensibilisation, la formation, la formalisation de consignes à l'attention des personnels pour garantir le tri des déchets lors de leur collecte.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/07/2025, article L.541-1, R.541-48-4, L.541-21-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>L.541-1 :</u></b> I - La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un levier essentiel de la transition vers une économie circulaire. Ses objectifs, adoptés de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II, sont les suivants : 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination  <b><u>L.541-48-4 :</u></b> Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.  <b><u>L.541-21-2 :</u></b> Tout producteur ou détenteur de déchets met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de ses déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre, du bois et des textiles. Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre.
<b>Constats :</b>  Le S.I.E.O.M. de la CC4R a informé l'inspection se retrouver avec une quantité importante de déchets en mélange (environ 53 tonnes dans 5 bennes) composée de terre, divers déchets comportant du bois, de la ferraille, du plastique, du béton etc... Ces déchets sont stockés provisoirement dans 3 bennes de 10 m <sup>3</sup> et deux bennes de 30 m <sup>3</sup> , sur la plateforme à côté de la déchetterie. Aux dires de l'exploitant, ces déchets font suite à une opération de nettoyage récente d'un campement de gens du voyage située sur le territoire de la commune de Gournay en Bray avec prêt des bennes de la communauté de communes des 4 rivières. Le S.I.E.O.M. de la CC4R a sollicité l'inspection pour une autorisation d'admission de ces déchets en mélange dans une installation de stockage de déchets non dangereux du territoire (ISDND autorisée).

L'inspection s'est rendue sur place le 22 juillet 2025, afin de constater la nature des déchets dans les bennes.

A cette occasion, il a été constaté des déchets en mélange comportent notamment de la ferraille, du béton, des déchets verts, du bois, du plastique, de la brique, des pneus ainsi que de la terre parfois "noirâtre".

L'inspection rappelle que l'élimination par enfouissement ne peut être réalisée que pour les déchets ultimes, qui ne peuvent pas être valorisés. Or, au vu de la nature des déchets, ceux-ci peuvent être triés et valorisés.

Le producteur du déchet doit donc réaliser le tri des différents déchets avant de les faire suivre dans les différentes filières de traitement adaptées et agréées.

De plus, les terres excavées étant en gestion hors site, le producteur doit procéder à un contrôle afin de confirmer qu'elles ne sont pas polluées, et justifier qu'elles sont admissibles en installation de gestion de déchets inertes (2515, 2516, 2517, 2760-3).

**Demande n°1 :**

Le SIEOM doit rappeler et demander au producteur des déchets devra procéder au tri des 5 bennes en mélange afin de les adresser vers les filières agréées. Il enverra à l'inspection les différents bons d'enlèvement correspondants.

**Demande n°2 :**

Le producteur des déchets devra faire réaliser, sous un délai de 2 mois une analyse des terres afin de "lever de doute" en vue de les adresser vers une installation adaptée et dûment autorisée.

Dans le cas de terres polluées, celles-ci devront être dirigées vers une installation de traitement de déchets dangereux. Un justificatif est attendu dans le même délai.

**Demande n°3 :**

Enfin, une réflexion plus large doit être opérée pour éviter le renouvellement d'un événement similaire pouvant se traduire par la sensibilisation, la formation, la formalisation de consignes à l'attention des personnels pour garantir le tri des déchets lors de leur collecte. Une réponse du SIEOM est attendue sur ce point sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois